

En solidarité avec le peuple tibétain

mardi 18 mars 2008, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 18 mars 2008).

Les manifestations qui ont débuté le 10 mars 2008 au Tibet, et qui ont tourné à l'émeute depuis le 14 mars, sont remarquables tant par leur ampleur que par leur radicalité. Loin d'être confiné à la capitale, Lhassa, elles se sont étendues jusque dans des provinces chinoises limitrophes où résident les communautés tibétaines : des témoins font état d'importantes mobilisations dans le Qinghai, le Gansu, le Sichuan.

Fait rare, ces émeutes ont parfois pris un tour quasi-insurrectionnel. Elles témoignent du désespoir d'une population, de son sentiment d'oppression et de dépossession. En effet, Pékin poursuit dans cette « région autonome » une politique systématique de colonisation de peuplement : le développement des infrastructures (comme la création d'une liaison ferroviaire rapide) est utilisé à cette fin. Ainsi, les Han (l'ethnie chinoise) pourraient devenir majoritaires au Tibet ; ce sont eux qui, de plus, profitent en priorité du « développement ». D'où la révolte des Tibétains, menacés par ailleurs d'acculturation et d'assimilation forcées. D'où aussi la violence manifestée par quelques « émeutiers » à l'encontre de passants ou de commerçants han.

Les réactions sont particulièrement vives en Asie du Sud. Mais au Népal et en Inde - où siège à Dharamsala le gouvernement en exil et où réside le dalai-lama - les manifestations de la communauté tibétaine ont été réprimées par la police. Des rassemblements dénonçant la politique pékinoise se sont par ailleurs tenu dans divers pays, dont la France, la Belgique, les Pays-Bas et la Suisse. De nombreuses associations, comme la Ligue des droits de l'Homme, se mobilisent. L'heure est à la solidarité. Il est bien loin le temps où le nationalisme tibétain pouvait être utilisé par l'Occident contre la révolution chinoise. La survie d'un peuple est en jeu.

L'armée chinoise est entrée en action. Selon les sources, la répression aurait déjà fait de plusieurs dizaines à quelques centaines de morts. Pékin fait tout ce qu'il peut pour censurer l'information. La vérité sur la situation au Tibet doit être établie par une commission indépendante. Comme doit être reconnu - y compris par les gouvernements et par l'ONU - le droit à l'autodétermination du peuple tibétain.